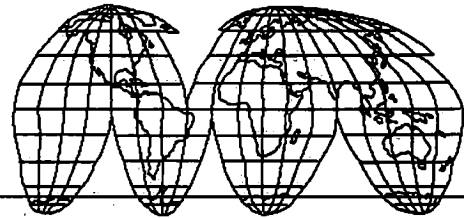


Du 23 février au 1^{er} mars 1995



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

**Les programmes de promotion du commerce seront axés
sur les petites entreprises**

Le 1^{er} mars 1995, n° 39

Les petites entreprises profiteront des améliorations qui seront apportées aux programmes fédéraux de promotion du commerce international et qui ont été annoncées par le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren. Les changements prévus donnent suite à certaines des recommandations contenues dans le rapport final de l'Examen de la promotion du commerce international (EPCI), rendu public en octobre dernier par un comité directeur du secteur privé. Le comité a analysé les programmes gouvernementaux de promotion du commerce international en tenant compte de l'intensification de la concurrence à l'échelle mondiale et des restrictions budgétaires actuelles. « Ces modifications augmenteront l'efficacité et la rentabilité de nos programmes, et permettront d'axer le soutien du gouvernement sur les petites entreprises, c'est-à-dire là où il est le plus nécessaire, a déclaré M. MacLaren. En outre, nos programmes commerciaux cadreront maintenant davantage avec la situation financière du Canada. »

Visite officielle du secrétaire général de L'OTAN, Willy Claes

Le 28 février 1995, n° 38

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que le secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), M. Willy Claes, effectuera une visite officielle au Canada du 1^{er} au 3 mars. Il s'agira de la première visite officielle de M. Claes au Canada depuis sa nomination au poste de secrétaire général de l'OTAN en septembre dernier. « Nous nous réjouissons à l'idée d'accueillir M. Claes au Canada. Cette visite permettra de réaffirmer l'engagement ferme du Canada envers l'OTAN et de discuter avec M. Claes de l'évolution de l'Alliance à la lumière des changements survenus en Europe », a déclaré M. Ouellet.

**M. MacLaren discutera de commerce et d'économie durant sa
visite au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande**

Le 24 février 1995, n° 37

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, fera la promotion d'un partenariat plus dynamique en matière de commerce et d'investissement avec le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande durant la visite qu'il effectuera dans ces trois pays du 26 février au 17 mars 1995. Au Japon, M. MacLaren discutera de l'ordre du jour de la prochaine réunion des ministres de la Quadripartite, qu'il présidera au Canada en mai, et il passera en revue les préparatifs du sommet des dirigeants du mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui se tiendra à Osaka en novembre. L'APEC et son développement futur occuperont aussi une place importante dans les entretiens que M. MacLaren aura en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Visite au Canada du ministre des Affaires étrangères de Bolivie

Le 23 février 1995, n° 36

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé la visite du ministre des Affaires étrangères et du Culte de Bolivie, M. Antonio Aranibar Quiroga, à Ottawa et à Toronto, du 27 février au 1^{er} mars 1995. « La visite de M. Aranibar sera l'occasion de consolider nos relations politiques, au moment où la Bolivie se prépare à assumer la présidence du Groupe de Rio en 1996 », a déclaré M. Ouellet. Lorsqu'il était à Ottawa, M. Aranibar a rencontré M^{me} Christine Stewart, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), ainsi que M^{me} Huguette Labelle, présidente de l'Agence canadienne de développement international, et M. Keith Bezanson, président du Conseil de recherches pour le développement international.

**Le Canada se rejouit du nouveau document-cadre en vue
d'un accord concernant l'Irlande du Nord**

Le 23 février 1995, n° 35

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, s'est dit heureux du nouveau document-cadre en vue d'un accord concernant l'Irlande du Nord, rendu public à Belfast par les premiers ministres John Major du Royaume-Uni et John Bruton d'Irlande. M. Ouellet a également bien accueilli le document-cadre pour un gouvernement responsable en Irlande du Nord, rendu public en même temps à Londres. « Le nouveau document-cadre en vue d'un accord est d'une grande portée, et les propositions qu'il renferme sont équilibrées. J'espère que toutes les parties directement appelées à façonner l'avenir de l'Irlande du Nord montreront le même courage et la même volonté de paix dont les gouvernements britannique et irlandais ont fait preuve, et saisiront l'occasion qui leur est offerte de mener des négociations multipartites », a déclaré M. Ouellet.

DISCOURS

En dépit de notre engagement profond envers la mise en place d'un système commercial international fondé sur des règles, nos efforts resteront vains si les entreprises ne prennent pas l'initiative de tirer parti du démantèlement des barrières commerciales. Nous devons tous réunir nos talents et ressources afin de tirer pleinement parti du dynamisme des marchés naissants d'Asie et d'Amérique latine, du marché de l'Union européenne, qui compte 350 millions de consommateurs, où nous devons revitaliser et élargir nos intérêts établis, et du riche marché américain — notre marché traditionnel — où nous devons nous efforcer de maintenir et d'élargir davantage notre part de marché. [...] Nous voulons mettre davantage l'accent sur les petites et moyennes entreprises, diversifier nos relations commerciales au delà de nos marchés traditionnels, conclure des accords de partenariat avec le secteur privé et améliorer la coordination avec les provinces. Notre défi consiste à transformer le Canada d'une nation commerçante en une nation de commerçants. Pour ce faire, nous devons nous assurer que les petites entreprises participent à part entière au processus. [...] En conséquence, nous donnons suite à certaines des recommandations du secteur privé et prenons en compte la situation financière du gouvernement en apportant un certain nombre de changements importants à nos programmes de promotion du commerce extérieur afin de les rendre plus efficaces et d'en améliorer la rentabilité. Ces changements, qui entreront en vigueur le 1^{er} avril 1995, sont les suivants : premièrement, l'aide au titre du volet « initiatives mises en marche par le secteur privé » du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) sera axée sur les entreprises qui ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 10 millions de dollars ou moins de 100 employés dans le cas d'une entreprise du secteur de la transformation, et moins de 50 employés pour une société du secteur des services; deuxièmement, le volet « soumission des projets d'immobilisations » du PDME sera axé sur les petites entreprises, définies selon les mêmes critères; troisièmement, les fonds du PDME qui auront été recouverts seront reversés au programme. De nouveaux clients bénéficieront directement du succès remporté par des utilisateurs précédents du Programme; quatrièmement, la participation à des foires commerciales parrainées par le gouvernement se fera à frais partagés. Pour les entreprises correspondant à la définition d'une petite entreprise, on se servira d'une échelle mobile afin de déterminer les contributions du Ministère à une participation à une foire commerciale. Toutes les autres entreprises acquitteront le coût de leur participation. À cet égard, nous nous proposons également d'accorder davantage d'importance à la participation à de grands salons stratégiques internationaux, que viendront compléter, dans une moindre mesure, de plus petites expositions régionales qui présentent un degré de priorité élevé; cinquièmement, tous les participants à des missions commerciales vers l'étranger parrainées par le gouvernement prendront en charge leurs coûts; enfin, nous regrouperons nos divers programmes d'expansion du commerce international en un seul programme. Le regroupement nous aidera à mettre au point une approche stratégique intégrée et à nous assurer que nous affectons nos ressources limitées aux marchés qui offrent les meilleurs débouchés. L'année prochaine, nous entreprendrons le regroupement d'autres programmes de promotion du commerce, y compris l'aide au titre du volet « initiatives mises en marche par le secteur privé » du PDME. [...] Aussi, nous devons continuer à oeuvrer de concert avec vous afin d'élargir la portée de nos partenariats de libre-échange et de tirer parti des débouchés ainsi créés. S'ajoutant aux réformes nationales visant à rehausser notre compétitivité à l'échelle internationale, cette démarche jette les bases d'une croissance soutenue et de la création d'emplois au Canada.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, devant l'Association des exporteurs canadiens, Ottawa (Ontario), le 22 février 1995, 95/13

L'ampleur de la catastrophe humaine qui a ravagé le Rwanda éclipse de loin les dimensions des nombreuses autres crises humanitaires auxquelles la communauté internationale fait aujourd'hui face. [...] Ce sont les Rwandais qui ont le plus souffert du génocide, mais bon nombre des personnes qui ont attisé les haines ethniques répandent le même fiel tout en profitant de la sécurité des camps de réfugiés. Le message qu'elles prêchent risque de prolonger le malheur des réfugiés, de déstabiliser les pays d'origine et d'asile, et de faire sombrer la région dans l'instabilité, la guerre et la tragédie humaine. Il faut mettre un terme à tout cela. [...] J'ai eu l'occasion, au cours des derniers jours, de me rendre dans des camps et des centres d'accueil temporaires où vivent les victimes des conflits ayant déchiré la région. N'oublions jamais les visages de ces personnes innocentes et effrayées, de ces femmes, de ces hommes, de ces aînés et, surtout, des enfants. Dans nos délibérations ici, au Burundi, nous devons reconnaître que rien n'importe davantage que d'assurer ces victimes et tous les autres citoyens de la région qu'ils y ont tous effectivement un avenir rempli de paix, d'espoir et de prospérité. Concentrons notre attention sur ce thème primordial et faisons en sorte qu'il inspire nos délibérations au cours de cette conférence.

Notes pour une allocution de l'honorable Christine Stewart, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), à la conférence régionale sur l'Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées, dans la région des Grands Lacs africains à Bujumbura, Burundi, le 15 février 1995, 95/12

À VENIR :

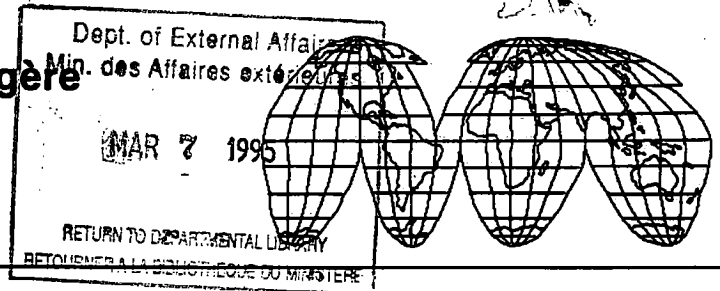
6-12 mars : Sommet mondial pour le développement social, Copenhague
12 mars : Journée du Commonwealth
20 mars : Journée de la Francophonie

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

**This Week
in Trade
Foreign**
CA1
EA
T38
March 1,
1995
Copy 1

**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

February 23-March 1, 1995



Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)

(disponible en français)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

Trade Programs to Focus on Smaller Businesses

March 1, 1995, no. 39

Smaller businesses will benefit as a result of a number of improvements to the Government's international business development programs announced by International Trade Minister Roy MacLaren. The changes respond to some of the recommendations made in the final report of the International Business Development Review (IBDR), released last October by a private-sector steering committee. The committee examined the Government's international business development programs in light of increasing global competitiveness and current fiscal restraints. "These modifications will enhance the efficiency and cost-effectiveness of our programs and will focus the government's support on smaller businesses, where it is most needed," Mr. MacLaren said. "They will also ensure that our trade programs are in line with Canada's fiscal realities."

Official Visit to Canada by NATO Secretary-General Willy Claes

February 28, 1995, no. 38

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that the Secretary-General of the North Atlantic Treaty Organization (NATO), Willy Claes, will pay an official visit to Canada from March 1 to 3. This will be Mr. Claes' first official visit to Canada since his appointment as Secretary-General of NATO in September 1994. "We are very pleased to receive Mr. Claes in Canada. This will be an opportunity to reaffirm Canada's staunch commitment to NATO and to discuss with Mr. Claes the evolution of the Alliance in light of the changes that have occurred in Europe," Mr. Ouellet said.

**MacLaren Holds Trade and Economic Talks in Visit to Japan,
Australia and New Zealand**

February 24, 1995, no. 37

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, will promote stronger trade and investment partnerships with Japan, Australia and New Zealand when he visits the three countries from February 26 to March 17, 1995. In Japan, Mr. MacLaren will discuss the agenda for the next Quadrilateral Ministers Meeting which he will chair in Canada in May and he will review plans for the Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC) leaders meeting to be held in Osaka in November. APEC and its future development will also be prominent on Mr. MacLaren's agenda for his visit to Australia and New Zealand.

Bolivian Foreign Minister to Visit Canada

February 23, 1995, no. 36

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced the visit of the Minister of External Relations and Religion of Bolivia, Dr. Antonio Aranibar Quiroga, to Ottawa and Toronto February 27 to March 1, 1995. "Dr. Aranibar's visit will provide an opportunity to consolidate political relations at a time when Bolivia is preparing to take over the presidency of the Rio Group in 1996," said Mr. Ouellet. While in Ottawa, Dr. Aranibar will meet with Christine Stewart, Secretary of State (Latin America and Africa), as well as Huguette Labelle, President of the Canadian International Development Agency, and Keith Bezanson, President of the International Development Research Council.

**Canada Welcomes the New Framework for Agreement Concerning
Northern Ireland**

February 23, 1995, no. 35

Foreign Affairs Minister André Ouellet welcomed the *New Framework for Agreement concerning Northern Ireland*, issued in Belfast by Prime Minister John Major of the United Kingdom and Prime Minister John Bruton of Ireland. Mr. Ouellet also welcomed *A Framework for Accountable Government in Northern Ireland* released concurrently in London. "The New Framework for Agreement is far-reaching and even-handed in its proposals. I hope that all of the parties that have a direct stake in Northern Ireland's future will display the same courage and commitment to peace that the British and Irish governments have shown, and seize this opportunity for all inclusive negotiations," Mr. Ouellet said.

STATEMENTS

Despite our basic commitment to put into place a rules-based international trading system, little will result from our efforts unless companies seize the initiative to capitalize on falling trade barriers. We must pull together our collective talents and resources to exploit fully the trade and investment opportunities offered by the buoyant and emerging markets in Asia and Latin America; the 350 million strong European Union market where our established interests must be revitalized and expanded; and the traditional and rich U.S. market where we must strive to maintain and expand further our market share...We want to place more focus on small and medium-sized firms, to diversify our commercial relations beyond traditional markets, to build partnerships with the private sector, and to improve co-ordination with the provinces. Our challenge is to transform Canada from a trading nation to a real nation of traders. In doing so, we must ensure that smaller firms are full participants in this process...Accordingly, we are responding to some of the recommendations of the private sector, as well as to the fiscal reality facing the government, by putting into place a number of important changes to our international business development programs that will make them both more efficient and more cost-effective. The changes, to be effective April 1, include the following: First, assistance under the Industry-Initiated part of the Program for Export Market Development [PEMD] will be focussed on companies with annual sales of less than \$10 million and/or less than 100 employees for a manufacturing firm, and less than 50 employees for a services firm. Second, the Capital Project Bidding component of PEMD will be focussed on small businesses defined by the same criteria. Third, recovered PEMD funds will flow back into the program. New customers will directly benefit from the success of previous PEMD users. Fourth, participation in government-sponsored trade fairs will be cost shared. For companies meeting the small business definition, a sliding scale will be used in determining departmental contributions for trade fair participation. All others will participate at their own cost. In this regard, we also intend to put more emphasis on participation in large, strategic international trade shows, complemented to a lesser degree by smaller, regional shows that are high priority. Fifth, all participants in government-sponsored outgoing business missions will pay all their own costs. Finally, government-initiated international business development programs will be consolidated into one program. Consolidation will help develop a integrated, strategic approach ensuring that limited resources are directed to the markets where the greatest opportunities exist. Over the coming year, we will examine further consolidation of trade programs, including industry-initiated PEMD support...We shall accordingly continue to work with you towards widening the reach of our free trade partnerships and taking advantage of the opportunities created. Together with domestic reforms to enhance our international competitiveness, they provide the basis for sustaining growth and job creation in Canada.

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the Canadian Exporters' Association, Ottawa, Ontario, February 22, 1995, 95/13

The scale of the human tragedy in Rwanda dwarfs the many other humanitarian crises that challenge the international community at this time...It is the Rwandan people who have suffered most grievously from the genocide, but many of those who fomented ethnic hatred preach the same message from the safety of the refugee camps, a message that would prolong the plight of the refugees, destabilize the countries of origin and asylum, and consign the region to a cycle of instability, war and human tragedy. This must be stopped...I have had the opportunity in the last few days to visit victims of this region's conflicts in camps and temporary holding institutions. What we must remember here are the faces of those frightened, innocent victims — women, men, seniors, but especially the children. Our deliberations here in Burundi this week must recognize that nothing takes precedence over assuring these victims and all other citizens of this region that they do have a future here — one of peace, hope and prosperity for all. This focus must hold our attention and inspire our deliberations here in Bujumbura.

Notes for an Address by the Honourable Christine Stewart, Secretary of State (Latin America and Africa), to the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region, Bujumbura, Burundi, February 15, 1995, 95/12

UPCOMING EVENTS

- March 6-12: World Summit on Social Development, Copenhagen
- March 12: Commonwealth Day
- March 20: Francophonie Day

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other government departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "The Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

